



Autonomie reconnue, intégration inachevée : le cas gagaouze en Moldavie

Quand l'autonomie institutionnelle ne suffit
pas à garantir l'intégration nationale

Florent Parmentier

Publié le 28-9-2026

<http://sens-public.org/articles/1818>



Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International (CC BY-SA
4.0)

Abstract

This article examines the paradox of the Gagauz minority in Moldova: although numerically small, this Turkic speaking Orthodox community occupies a disproportionately prominent political position. Descended from a settlement historically protected by the Russian Empire and later valorized by the Soviet Union, the Gagauz have developed a collective memory oriented toward Moscow, reinforced by negative experiences under Romanian rule and by their participation in the Second World War within the Red Army. Despite the granting of an advanced autonomy in 1994—further consolidated in 1998 and enshrined in the Constitution in 2003—integration remains incomplete: under representation in Chişinău, legal ambiguities, an uncertain majority Moldovan identity, and persistent external influence all contribute to this outcome. The region continues to serve as a geopolitical lever for Russia, as illustrated by the 2014 referendums and consistently pro Russian voting patterns. Caught between demographic decline, linguistic Russification, and political tensions, Gagauzia has become a structural point of vulnerability for the Moldovan state (FP).

Résumé

L'article analyse le paradoxe de la minorité gagaouze en Moldavie : bien que numériquement faible, cette minorité turcophone orthodoxe occupe une place politique disproportionnée. Héritière d'une implantation protégée par l'Empire russe puis valorisée par l'URSS, la communauté a développé une mémoire collective orientée vers Moscou, renforcée par les expériences négatives de la domination roumaine et par la participation à la Seconde Guerre mondiale dans l'Armée rouge. Malgré l'octroi en 1994 d'une autonomie avancée, consolidée en 1998 et constitutionnalisée en 2003, l'intégration reste inachevée : sous-représentation à Chişinău, ambiguïtés juridiques, identité moldave majoritaire incertaine et influence extérieure persistante. La région demeure un levier géopolitique pour la Russie, comme l'illustrent les référendums de 2014 et les votes massivement pro-russes. Entre déclin démographique, russification linguistique et tensions politiques, la Gagaouzie apparaît comme un point de vulnérabilité structurel pour l'État moldave (FP).

Mot-clés : minorités, Gagaouzie, autonomie territoriale, Comrat, Moldavie

Keywords: minorities, Gagaouzia, territorial autonomy, Comrat, Moldova

Table des matières

Introduction	4
Un peuple minoritaire aux trajectoires singulières	5
La <i>perestroïka</i> et la naissance d'un conflit identitaire	9
Une autonomie qui n'intègre pas	11
Les développements récents : un climat de méfiance accrue . . .	14
Conclusion. Un miroir des minorités en Europe	17
Bibliographie	18

Autonomie reconnue, intégration inachevée : le cas gagaouze en Moldavie

Florent Parmentier

Introduction

Les Gagaouzes constituent un paradoxe politique vivant au cœur de la Moldavie contemporaine¹. Bien que ne représentant qu'environ 5 % de la population, soit moins que les minorités russes et ukrainiennes selon le recensement de 2014 (National Bureau of Statistics of the Republic of Moldova 2017), ils occupent pourtant une place disproportionnée dans les débats nationaux. Dotés depuis 1994 d'un statut d'autonomie parmi les plus avancés de l'espace post-soviétique, défini par la loi n°344-XIII de 1994 et l'article 111 de la Constitution de la Moldavie, ils n'en demeurent pas moins l'une des minorités les plus hostiles au pouvoir central.

Ce paradoxe dépasse cependant largement le seul cas moldave. Il renvoie à une interrogation plus vaste, qui traverse aujourd'hui l'ensemble du continent européen : comment les États parviennent-ils à intégrer des minorités dont l'histoire, les loyautés géopolitiques ou les imaginaires identitaires ne coïncident pas avec les trajectoires nationales dominantes ? C'est précisément cette question que le présent article se propose d'explorer à travers le cas gagaouze, en cherchant à comprendre les raisons pour lesquelles l'octroi d'une autonomie institutionnelle substantielle n'a pas suffi à garantir l'intégration de cette minorité dans l'État moldave.

1. Les Gagaouzes sont présents dans plusieurs régions d'Europe orientale — notamment en Ukraine (Boudjak), en Bulgarie et en Russie — en raison de migrations anciennes et de recompositions territoriales successives. Le présent article se concentre toutefois sur la minorité gagaouze établie en République de Moldavie, qui constitue aujourd'hui le principal ensemble démographique et institutionnellement structuré de ce groupe.

L'Europe n'est pas seulement un espace de normes et de circulation ; elle est aussi un continent de minorités anciennes, souvent installées depuis des siècles, mais dont la place dans les États-nations reste profondément ambivalente. À ce titre, les Gagaouzes, présents depuis le début du XIX^e siècle en Bessarabie, ne sont pas une exception exotique. Ils constituent, au contraire, un cas-limite, révélateur de plusieurs tensions caractéristiques des minorités européennes : une identité composite, une mémoire historique distincte de celle de la majorité, une relation privilégiée avec une puissance extérieure, une autonomie institutionnelle qui ne garantit pas l'intégration, et une politisation accrue dans un contexte de compétition géopolitique.

À travers eux, c'est donc une question plus générale qui se pose : quelles conditions permettent à une minorité de s'intégrer dans un État européen, et lesquelles conduisent, au contraire, à la défiance ou à la confrontation ? Pour y répondre, cet article analysera d'abord les fondements historiques et identitaires de la singularité gagaouze, avant d'examiner les mécanismes institutionnels de leur autonomie et leurs limites pratiques, pour enfin interroger le rôle des facteurs géopolitiques externes dans la persistance de ce paradoxe.

La Gagaouzie offre ainsi un terrain d'observation privilégié pour éclairer les défis contemporains des sociétés européennes : la gestion de la diversité, la construction d'un récit national inclusif, et la capacité des États à résister aux influences extérieures dans un environnement géopolitique de plus en plus fragmenté. L'argument central de cette étude est que l'échec relatif de l'intégration gagaouze ne résulte pas d'une insuffisance institutionnelle, mais de la conjonction de trois facteurs : une mémoire historique divergente qui empêche l'adhésion au récit national moldave, une influence russe structurante qui offre un modèle identitaire alternatif, et une élite locale qui instrumentalise l'autonomie pour consolider son pouvoir plutôt que pour favoriser l'intégration.

Un peuple minoritaire aux trajectoires singulières

Majoritairement ruraux et orientés vers l'agro-industrie (viticulture, maïs, blé, fruits), les Gagaouzes constituent un peuple turcophone de confession orthodoxe (à 93 %), une combinaison rare et singulière en Europe qui les distingue radicalement des autres peuples turcophones, majoritairement musulmans. Les origines ethniques de ce peuple demeurent débattues parmi

les historiens et ethnographes (Saglam et Adiguzel 2021) : certains pensent qu'ils descendent des Oghuz, des Petchénègues et des Coumans, peuples nomades turcs ayant parcouru les steppes pontiques au Moyen Âge, tandis que d'autres postulent une origine turque seldjoukide ayant migré en Dobroudja ou encore une ascendance bulgare turquisée.

Il convient de rappeler que les identités collectives ne constituent ni des essences figées ni des héritages immuables, mais des constructions historiques, produites dans l'interaction entre des groupes sociaux, des cadres institutionnels et des rapports de pouvoir. En effet, l'identité ne se transmet pas comme un simple legs, elle se recompose au fil des expériences politiques, des trajectoires migratoires et des formes de reconnaissance, ou de marginalisation, imposées par les autorités dominantes. Être minoritaire ne renvoie ainsi pas seulement à une différence culturelle ou linguistique, mais à une position relationnelle, inscrite dans des dispositifs juridiques, administratifs et symboliques.

Dans cette perspective, les récits d'origine, souvent mobilisés a posteriori pour fonder une continuité historique ou une singularité ethnique, jouent moins le rôle de vérités fondatrices que celui de ressources narratives, activées en fonction des contextes. Ainsi, les débats historiographiques sur l'origine des Gagaouzes – qu'ils les rattachent aux peuples oghouzes, aux Proto-Bulgares ou à des processus de conversion linguistique et religieuse – importent moins, d'un point de vue sociopolitique, que les conditions concrètes dans lesquelles leur identité collective s'est stabilisée. Autrement dit, ce n'est pas tant l'origine qui fait l'identité que la manière dont un groupe est gouverné, protégé ou instrumentalisé par les pouvoirs politiques successifs.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la trajectoire gagaouze. Quelle que soit leur origine exacte, leur installation dans le Boudjak² au XIX^e siècle, sous la protection de l'Empire russe, a façonné une mémoire collective pro-

2. Le Boudjak (ou Budjak) désigne une région historique du sud de la Bessarabie, située entre le Danube, le Dniestr et la mer Noire. Ancienne zone de steppes, longtemps faiblement peuplée, elle a servi de territoire d'accueil à divers groupes déplacés ou réfugiés — Tatars nogais, Bulgares, Gagaouzes, Lipovènes — au fil des XVIII^e et XIX^e siècles. Intégré successivement à l'Empire ottoman, à l'Empire russe puis à la Roumanie, le Boudjak appartient aujourd'hui majoritairement à l'Ukraine (oblast d'Odessa), avec une frange occidentale en République de Moldavie. Cette mosaïque historique explique la diversité linguistique et confessionnelle de la région, ainsi que son rôle particulier dans les dynamiques identitaires du sud de la Moldavie.

fondement marquée par la gratitude envers Saint-Petersbourg, puis Moscou. Cette relation privilégiée avec l'autorité impériale russe s'est concrétisée dès le début de leur implantation : afin qu'ils échappent à l'emprise des boyards bessarabiens et à leurs pratiques d'exploitation féodale, le gouvernement tsariste établit dans le sud de la région, en substance, une autonomie bulgaro-gagaouze, placée sous le contrôle direct des autorités impériales et bénéficiant de privilèges fiscaux et administratifs (Ivanenko 2024). L'analyse de la politique roumaine dans le Boudjak peut utilement s'appuyer sur la critique formulée par Christian Rakovsky, qui décrit en 1927 les logiques d'annexion, de centralisation et de méfiance envers les minorités appliquées par Bucarest en Bessarabie, et qui éclairent indirectement la situation des Gagaouzes, tout autant qu'elle montre les ressorts de la rhétorique anti-roumaine soviétique visant à légitimer la présence soviétique³.

Par ailleurs, les premiers affrontements avec la Roumanie proprement dite eurent lieu dans les années 1860, lorsque, en vertu du traité de Paris de 1856 qui mit fin à la guerre de Crimée, la Russie céda la région danubienne à la principauté de Moldavie. À cette époque, la principauté était en voie d'unification avec la Valachie voisine pour former l'État roumain moderne en 1859. Cette première expérience de domination roumaine a été transmise comme une expérience fondatrice dans la conscience collective gagaouze : à la suite de leur inclusion au sein de la Roumanie, l'attitude négative face à la transition forcée de l'administration, de la vie publique et même de la vie religieuse vers le roumain fut exacerbée par une forte augmentation de la pression fiscale, une réduction de l'autonomie locale dont ils jouissaient sous l'administration tsariste et une réforme agraire impopulaire qui désavantageait les petits propriétaires. Ce registre de griefs a été réactivé et consolidé par l'expérience de la période 1918-1940, lorsque la Bessarabie fut à nouveau intégrée à la Roumanie après la Première Guerre mondiale, ravivant les griefs de la communauté gagaouze.

La représentation durablement positive du centre impérial, puis soviétique, s'est aussi nourrie de l'expérience de la Seconde Guerre mondiale, au cours

3. Christian Rakovsky (1873-1941) est une figure majeure du mouvement socialiste et communiste européen, diplomate soviétique, ancien dirigeant social-démocrate roumain et opposant de premier plan au sein de l'URSS stalinienne. Dans *La paix européenne et la question de la Bessarabie* (1927), il analyse la politique roumaine en Bessarabie après 1918, en soulignant l'absence de consultation populaire, la militarisation de l'administration et la volonté d'assimilation des populations non roumaines.

de laquelle des Gagaouzes ont combattu dans l'Armée rouge (et quelques-uns également dans l'Armée roumaine). Les pertes subies et les récits héroïsés qui en ont découlé ont été intégrés à une mémoire familiale et communautaire valorisant la loyauté envers le pouvoir soviétique. Cette mémoire combattante, ritualisée dans les commémorations publiques et transmise de génération en génération, continue de structurer les perceptions politiques contemporaines. Mentionnons ici que ces expériences historiques n'agissent pas mécaniquement sur les orientations politiques contemporaines ; en revanche, elles prennent sens à travers des récits, des pratiques commémoratives et des dispositifs de transmission intergénérationnelle, renforçant un préjugé favorable à Moscou.

Cette relation fondatrice explique en partie la persistance d'une orientation pro-russe toujours très vivace, même lorsque les intérêts matériels de la région pourraient suggérer d'autres choix géopolitiques, notamment un rapprochement avec l'Union européenne qui offrirait des débouchés économiques bien supérieurs à ceux du marché eurasiatique⁴.

Sur le plan linguistique, le gagaouze est une langue turque du groupe oghouz, proche du turc anatolien contemporain. Il appartient au sous-groupe oghouz de la branche sud-ouest des langues turques et est étroitement apparenté au turc. Il se divise en deux dialectes : le *ceadîrlunga-comrat* et le *vulcănești* (Boulanger 2023). Jusqu'au milieu du XX^e siècle, le gagaouze n'existait qu'à l'oral ; l'écriture n'est apparue que plus tard, dans le contexte des politiques soviétiques de standardisation linguistique. Ce n'est qu'en juillet 1957, par décret du Présidium du Soviet suprême de la RSS de Moldavie, qu'une langue gagaouze écrite, basée sur l'alphabet cyrillique russe, a été officiellement introduite. Depuis 1996, dans le cadre d'une réforme visant à rapprocher la langue gagaouze de ses racines turques et à faciliter les échanges avec la Turquie, son alphabet est écrit en alphabet latin standard turc, et non plus en alphabet cyrillique. La culture gagaouze est un mélange complexe et syncrétique de traditions culturelles turques et slaves méridionales (principalement bulgares, également présentes dans la région). Sur le plan démographique, les tendances sont préoccupantes et négatives : la population vieillit et diminue de manière continue depuis l'indépendance de la Moldavie, et on observe une

4. Selon une déclaration officielle du vice-premier ministre moldave Dumitru Alaiba publiée le 1^{er} octobre 2024, 49 % des exportations des entreprises enregistrées en Gagaouzie sont destinées au marché de l'Union européenne, contre seulement 2 % pour la Russie. (Moldpres 2024)

migration massive des personnes en âge de travailler vers d'autres régions de Moldavie (principalement Chișinău) et à l'étranger, notamment en Russie, en Turquie et dans l'Union européenne, vidant progressivement la région de ses forces vives (Tarnavskiy Halk Toplushu 2024).

Les langues officielles de l'Unité territoriale autonome de Gagaouzie sont le gagaouze, le roumain et le russe. Toutefois, dans la pratique quotidienne, le russe est la langue prédominante dans les affaires officielles, les médias et l'enseignement ; il est largement utilisé dans la communication quotidienne et dans les échanges avec les organes gouvernementaux. Paradoxalement, la langue et la culture nationales gagaouzes se sont progressivement dégradées, disparaissant même de plusieurs sphères de la vie publique dans la région autonome. Parallèlement, la russification de la société gagaouze s'est généralisée, tandis que la langue officielle roumaine a été *de facto* marginalisée au point d'être quasiment absente de l'espace public gagaouze. Cette situation linguistique a indéniablement compliqué l'intégration socio-économique de la région dans l'ensemble moldave et renforce le sentiment d'altérité vis-à-vis de Chișinău. Si les efforts du gouvernement actuel de Chișinău visent à promouvoir la langue et la culture gagaouzes dans un cadre qui évite la russification et favorisent une intégration harmonieuse au sein de l'État moldave, ses résultats sont encore limités et se heurtent à des résistances locales, notamment de la part des élites russophiles qui perçoivent ces initiatives comme une menace à leur influence.

La *perestroïka* et la naissance d'un conflit identitaire

La fin des années 1980 marqua un tournant décisif dans les relations inter-ethniques en Moldavie soviétique, cristallisant des tensions jusque-là latentes entre différentes communautés (King 2000). Début 1989, les partisans du mouvement national moldave organisèrent des manifestations de grande ampleur sous les slogans suivants : « Les Moldaves sont les habitants autochtones de Bessarabie ! », « Souveraineté, langue, alphabet latin ! » et « La direction de la République doit être composée de cadres nationaux ! » (King 2000). Ces revendications, portées notamment par le Front populaire moldave, visaient à rompre avec l'héritage soviétique et à réaffirmer les racines latines et roumaines de la Moldavie. Alors que le mouvement national moldave revendiquait avec une ferveur croissante le retour à l'alphabet latin et la réaffirmation de l'identité roumaine, les élites gagaouzes, souvent

issues de l'appareil soviétique, et craignant une marginalisation dans un État moldave roumanisé, se sont naturellement alignées sur les forces pro-URSS et sur les positions conservatrices du Parti communiste (Parmentier 2022).

Face à cette polarisation croissante et au sentiment d'une menace existentielle, à la fin des années 1980, un mouvement nationaliste porté par des intellectuels locaux, les « *Gagauz Halki* » (« Peuple gagaouze »), émergea, militant pour une plus grande autonomie des territoires gagaouzes et la préservation de l'identité turco-chrétienne de la communauté (Panici 2003). En août 1989, une brochure intitulée « Sur la création de la République socialiste soviétique autonome de Gagaouzie au sein de la RSS de Moldavie » fut publiée à Comrat, capitale historique de la région gagaouze, et en octobre de la même année, le mouvement des *Gagauz Halki* obtint un statut officiel en tant qu'organisation sociopolitique reconnue. L'escalade fut rapide : en novembre 1989, lors d'un congrès extraordinaire de représentants du peuple gagaouze, la RSS autonome de Gagaouzie fut unilatéralement proclamée au sein de la République Socialiste Soviétique de Moldavie, puis, en août de l'année suivante, dans un geste encore plus audacieux, la République de Gagaouzie au sein de l'URSS fut déclarée, court-circuitant ainsi les autorités moldaves. Aucune de ces entités ne fut reconnue par les autorités moldaves, ce qui alimenta dangereusement la montée des tensions et fit craindre un conflit armé similaire à celui qui se développait en Transnistrie. Dans ce contexte explosif, la Russie et la Turquie jouèrent un rôle de médiateurs pour résoudre la crise, qui déboucha finalement sur l'octroi d'un statut spécial en faveur de la minorité gagaouze.

Le 17 février 1993, le Premier ministre moldave, Andreï Nikolaïevitch Sangheli, dans une démarche de réconciliation nationale, rencontra les dirigeants de la République gagaouze à Comrat et participa également à une réunion du Conseil suprême de la région (Agora.md 2021). Cette rencontre historique aboutit non seulement à la reconnaissance formelle de l'existence du peuple gagaouze en tant qu'entité distincte au sein de l'État moldave, mais également à la décision de mettre fin à la confrontation qui menaçait l'intégrité territoriale du pays.

En effet, le 23 décembre 1994, le Parlement de Chișinău approuva par la loi n°344-XIII un statut juridique spécial pour les districts à majorité gagaouze, destiné à encadrer la création et le fonctionnement de l'Unité territoriale autonome de Gagaouzie (*Gagauz Yeri*) au sein de la République de Moldavie.

Toutefois, cette autonomie reste de taille modeste : elle ne comprend que trois *raions*, ou districts (Comrat, Ceadâr-Lunga et Vulcănești) et représente à peine plus de 5 % du territoire total de la République de Moldavie, incluant une municipalité, deux villes, vingt villages et trois communes, soit une population d'environ 160 000 habitants à l'époque de sa création (Parmentier 2022). De surcroît, le potentiel économique de cette région essentiellement rurale et agricole est plus que précaire, la Gagaouzie figurant parmi les zones les plus défavorisées de Moldavie, elle-même l'un des pays les plus pauvres d'Europe.

La loi organique de 1994 (complétée en 1998 par le Code juridique de la Gagaouzie et en 2003 par l'inscription de la Gagaouzie dans la Constitution) devait théoriquement mettre fin au conflit entre les dirigeants politiques gagaouzes et le mouvement de libération nationale moldave, conflit qui avait débuté durant la *perestroïka* de Gorbatchev, à travers la lutte pour la langue et l'alphabet, et qui avait abouti à la déclaration d'indépendance de la République de Moldavie. Force est de constater qu'elle a, au contraire, figé un conflit identitaire non résolu plutôt que de favoriser une véritable intégration des communautés.

Plus problématique encore, le statut d'autonomie, en reconnaissant un droit à l'autodétermination en cas de changement du statut international de la Moldavie, notamment en cas d'unification avec la Roumanie, a introduit une ambiguïté lourde de conséquences pour la suite. Cette clause, unique en Europe et sans équivalent dans les pratiques constitutionnelles contemporaines, a fait de la Gagaouzie un levier potentiel pour toute puissance extérieure cherchant à influencer Chișinău ou à exercer un droit de veto sur l'orientation géopolitique du pays. Cette disposition, inscrite dans la Loi n°344 du 23 décembre 1994 sur le statut juridique particulier de la Gagaouzie (*Gagauz Yeri*), s'est révélée être une véritable épée de Damoclès suspendue au-dessus des ambitions européennes et euro-atlantiques de la République de Moldavie.

Une autonomie qui n'intègre pas

Bien que la région ne soit pas devenue une zone séparatiste armée comme la Transnistrie, elle est restée, sous l'influence persistante et multiforme de Moscou, un point faible structurel du système étatique moldave, suscitant constamment des réactions anti-moldaves chez les dirigeants politiques

gagaouzes, réactions qui se sont manifestées à maintes reprises dans l'histoire récente et qui ont régulièrement entravé les initiatives du gouvernement central.

Sur le plan institutionnel, l'organe législatif et représentatif suprême est l'Assemblée du peuple (*Halk Toplushu*). Elle est composée de 35 députés élus au scrutin uninominal majoritaire à un tour. Leur mandat dure quatre ans. Le pouvoir exécutif est, quant à lui, représenté par le Comité exécutif (*Bakannyyk Komiteti*), approuvé par l'Assemblée populaire sur nomination du chef de la région autonome. Le plus haut responsable est le *bachkan*, élu par les citoyens pour un mandat de quatre ans et qui est également membre du gouvernement national. De 2023 à 2025, ce poste a été occupé par Evghenia Guțul, figure controversée proche de l'oligarque pro-russe Ilan Șor.

Selon le politologue Anatol Țăranu (2024), cette autonomie gagaouze qui ne s'intègre pas souffre en réalité de trois limites structurelles qui hypothèquent sa viabilité à long terme et compromettent son rôle de pont entre les communautés.

Tout d'abord, la mise en place d'une autonomie institutionnelle s'est réalisée sans intégration politique véritable. En effet, les Gagaouzes disposent d'institutions propres, mais restent sous-représentés dans les organes centraux de décision à Chișinău. Le statut de 1994 ne définissait pas clairement la répartition des pouvoirs entre le centre et la région, ni les mécanismes de participation de la Gagaouzie à la vie socio-politique de la République de Moldavie. Cette absence de clarté juridique a engendré de multiples conflits de compétences et a nourri un sentiment d'exclusion chez les élites gagaouzes. L'autonomie a ainsi créé une distance, non un pont entre les communautés. L'ancienne gouverneure de Gagaouzie, Irina Vlah, incarnant une ligne modérément pro-russe mais pragmatique, estime que les Gagaouzes de Moldavie ne constituent pas une minorité nationale, mais bien l'un des « peuples constitutifs » de l'État (Andreev 2015), une revendication qui reflète l'aspiration à une reconnaissance politique et symbolique plus substantielle.

Ensuite, on peut estimer que l'identité majoritaire moldave est encore insuffisamment affirmée pour servir de ciment à un État multinational. Tant que la majorité hésite entre un projet national moldave distinct et un rapprochement rampant avec la romanité, débat qui traverse la société depuis

l'indépendance, elle peine à offrir un cadre attractif aux minorités. Les résultats électoraux récents illustrent de manière saisissante cette fracture : lors de la présidentielle de l'automne 2024, les résultats de Maia Sandu au second tour de la présidentielle ont été catastrophiques en Gagaouzie, révélant un rejet sans nuance de la ligne pro-européenne incarnée par la présidente sortante. Son adversaire issu de l'opposition nationale, le socialiste Alexandr Stoianoglo, natif de Gagaouzie et ancien procureur général, a obtenu 97,04 % des voix dans la région, soit le meilleur score du pays et un chiffre qui dépasse même les standards habituels des scrutins en Gagaouzie, alimentant des soupçons d'achats massifs de votes dans un contexte local fortement exposé à la propagande politique. De même, le référendum de 2024 sur l'intégration européenne a été rejeté à 95 % des suffrages exprimés, témoignant d'un refus quasi unanime du projet d'adhésion à l'UE (Parmentier 2024). Les habitants de l'autonomie, à près de 84 % peuplée de Gagaouzes, se trouvent donc politiquement et symboliquement marginalisés des dynamiques politiques à Chişinău. Les Gagaouzes, comme d'autres groupes minoritaires de la République de Moldavie, perçoivent cette indétermination identitaire moldave comme un signe de faiblesse, d'autant que la mémoire de la période roumaine de l'entre-deux-guerres (1918-1940 et 1941-1944) est, chez les minorités, encore négativement connotée et associée à des politiques discriminatoires et assimilationnistes.

Enfin, la Gagaouzie fait l'objet d'une influence extérieure persistante qui en fait un terrain d'affrontement géopolitique. Moscou a fait de la Gagaouzie un instrument délibéré de sa politique régionale, visant à faire échouer les aspirations de la Moldavie à l'intégration européenne. Cette stratégie s'est manifestée de manière particulièrement évidente en 2014 : après l'ouverture par la Moldavie de négociations d'association avec l'UE, le 2 février 2014, les autorités gagaouzes ont organisé deux référendums (RBK (PBK) 2014). Les électeurs étaient appelés à se prononcer sur l'intégration à l'Union européenne ou sur l'adhésion à l'Union douanière (UD), dirigée par la Russie. 97,2 % des votants se sont prononcés contre l'association à l'UE, tandis que 98,47 % ont voté pour l'adhésion à l'UD. Une autre question, relative au statut différé de la Gagaouzie en matière d'autodétermination, lui conférant le droit de faire sécession de la Moldavie en cas de perte d'indépendance, a également été approuvée par 98,09 % des habitants. Les autorités moldaves ont immédiatement déclaré ce référendum illégal et dénué de toute valeur juridique (Expert-Grup 2014).

Au-delà de la Russie, qui demeure l'acteur extérieur dominant, la Gagaouzie développe des relations avec d'autres pays de la CEI, l'UE, ainsi que la Turquie, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan (RBK (PBK) 2024). Comrat a notamment tissé des liens privilégiés avec la Turquie, qui a régulièrement fourni une aide humanitaire à la région, inauguré un centre culturel turc en Gagaouzie, mis en œuvre des projets d'adduction d'eau, d'irrigation et d'assainissement grâce à des fonds turcs, et financé la construction et la modernisation d'écoles, d'hôpitaux et d'autres infrastructures sociales. Cette coopération turque, bien que bénéfique sur le plan matériel, ne contrebalance toutefois pas l'influence politique russe qui reste hégémonique dans la région.

Les relais locaux, les campagnes de désinformation orchestrées depuis Moscou et les réseaux politiques pro-russes entretiennent une hostilité profonde envers l'intégration européenne. Lors des élections nationales, les candidats pro-russes (principalement les socialistes, les communistes et les démocrates) ont traditionnellement recueilli le plus grand nombre de voix dans la région, allant souvent entre 80 et 90 % des suffrages exprimés, et plusieurs accords de coopération existent entre différentes régions et villes russes et l'Unité territoriale autonome de Gagaouzie (Tikhonov et Lakstygai 2024). Au niveau interrégional, l'Unité territoriale entretient des liens étroits avec la région de Taraclia, une zone densément peuplée abritant une minorité bulgare également russophone et russophile. Fait révélateur de la sensibilité géopolitique de la région : en avril 2023, le dirigeant du Tatarstan, Rustam Minnikhanov, s'est vu interdire l'entrée en Gagaouzie par les autorités moldaves, qui y voyaient une tentative de renforcer l'influence de la Fédération de Russie par le biais de contacts interrégionaux (Lemesh 2023).

Les développements récents : un climat de méfiance accrue

Alors que l'intégration européenne semble fournir un cadre cohérent pour la politique moldave, et soutenue à plusieurs reprises dans les urnes, la minorité gagaouze semble évoluer dans une forme de dissonance politique. En effet, les tensions entre l'autonomie et le pouvoir central se sont accentuées en 2024-2025.

Sur le plan juridique et institutionnel, les Gagaouzes ont pu déplorer des décisions de la Cour constitutionnelle réduisant certaines prérogatives essen-

tielles de l'autonomie régionale (Gamova 2025). La plus emblématique de ces décisions est intervenue en avril 2025 : à la suite d'une plainte du procureur général de Moldavie, la Cour constitutionnelle a déchu l'Assemblée populaire de Gagaouzie de son pouvoir de nommer le procureur de la région autonome. Cette décision, perçue comme un coup porté à l'autonomie gagaouze, a suscité de vives réactions au sein de la classe politique locale. « L'absence d'une Assemblée populaire légitime et d'un *bachkan* signifie un effondrement du pouvoir en Gagaouzie », affirme le député local Oleksandr Tarnavskiy (Bourakov 2025), résumant le sentiment d'une crise institutionnelle profonde. Toutefois, ce recul des prérogatives autonomistes ne saurait être imputé uniquement aux autorités centrales moldaves. En effet, selon le même député, l'Assemblée populaire de Gagaouzie, forte de 35 membres, porte également une part de responsabilité dans cette fragilisation institutionnelle, s'étant elle-même piégée en dissolvant la Commission électorale centrale gagaouze en 2023. Cette décision aux conséquences durables est intervenue dans un contexte politique tendu, immédiatement après l'élection d'Evghenia Guțul comme *bachkan*, créant ainsi un vide institutionnel qui a facilité l'intervention ultérieure des instances moldaves centrales.

Politiquement, la lutte contre la corruption et l'ingérence russe ont conduit aux arrestations de responsables locaux, dont la *bachkan* de Gagaouzie, Evghenia Guțul, figure désormais centrale des tensions entre Comrat et Chișinău. Lors du second tour des élections législatives de mai 2023, Evghenia Guțul, représentante du parti « Șor », avait remporté le scrutin avec 52,34 % des voix. Chișinău n'avait alors pas reconnu les résultats, mais la Cour d'appel de Comrat a validé sa victoire, accentuant le bras de fer institutionnel (Noi.md 2023).

En juin 2023, le parti Șor, dont le chef, l'homme politique et homme d'affaires Ilan Șor, a été condamné par contumace pour fraude, a été déclaré inconstitutionnel et interdit en Moldavie. En mars 2024, Guțul s'est rendue en Russie où elle a rencontré la présidente du Conseil de la Fédération, Valentina Matviyenko, et le président Vladimir Poutine (Goroshilova 2024). Cette visite hautement symbolique a ravivé les soupçons d'alignement politique sur Moscou. Suite à cette rencontre, Maia Sandu a refusé de confirmer Guțul comme membre du gouvernement, et l'ouverture d'une procédure pénale à son encontre a rapidement été annoncée (Sandu 2023).

À la fin du mois de mars, Guțul affirmait encore qu'elle n'envisageait pas la sécession de la Moldavie. Elle a toutefois laissé entendre par la suite qu'un tel scénario pourrait devenir « inévitable » si le pays venait à s'unir avec la Roumanie, introduisant ainsi une ambiguïté calculée dans son discours et reprenant un registre rhétorique fréquemment exploité par Moscou (Ciobanu 2024). En avril de la même année, Guțul, accompagnée d'Ilan Șor, annonça la création du bloc électoral « Victorie-Pobeda » (« Victoire » en roumain et en russe) et soutint l'idée d'une fédéralisation de la Moldavie, introduisant une ambiguïté stratégique dans son discours public (RBC.ru 2024).

Le 25 mars 2025, Guțul a été interpellée par des agents du Centre national anticorruption à l'aéroport de Chișinău et placée en garde à vue pendant 72 heures (RBC.ru 2025). Avec l'ancienne secrétaire du parti Șor, Svetlana Popan, elle est soupçonnée d'avoir financé illégalement le parti et un candidat aux élections dans le cadre d'une organisation criminelle. La Commission électorale centrale rejeta par la suite la demande du bloc de participer aux élections (Popușoi 2025).

Elle purge désormais une peine de sept ans pour financement illégal du parti politique de l'oligarque pro-russe Ilan Șor (Bourakov 2023). Ce dernier, condamné par contumace en Moldavie à 15 ans de prison pour fraude bancaire, se réfugie à Moscou et continue d'appeler publiquement à la déstabilisation du gouvernement moldave pro-européen. Le pouvoir central a dû également mener des opérations sécuritaires perçues localement comme intrusives.

Enfin, sur le plan informationnel, une mobilisation continue de réseaux pro-russes cherchent à présenter Chișinău comme un pouvoir oppressif. Les médias publics gagaouzes, et en particulier le réseau GRT, ont été sanctionnés pour des pratiques systématiques de désinformation et de manipulation, créant un environnement médiatique où les récits alignés sur les positions du Kremlin se trouvent amplifiés et où la polarisation politique et identitaire est renforcée (Ungureanu 2025). Ainsi, lors d'exercices militaires menés par les forces spéciales moldaves à Comrat en août 2022, un site web local a affirmé que l'opération visait à « rétablir l'ordre » dans la région méridionale et à effrayer les habitants (Garcu 2022). Des campagnes TikTok et Facebook financées par des fonds russes (liées à Ilan Șor et Irina Vlah) diffusent en 2025 des infox accusant le gouvernement de truquer les élections, persécuter l'Église orthodoxe et appauvrir la Moldavie, avec des vues massives en

Gagaouzie (Colibășanu et Revol 2025). Or, on y trouve principalement des contenus en russe, même des contenus produits en Russie, la langue gagaouze étant fortement marginalisée et reléguée au second plan à la télévision gagaouze.

Dans ce contexte, il apparaît que l’hostilité gagaouze n’est pas seulement un héritage historique : elle est incontestablement alimentée par des dynamiques politiques contemporaines, nationales et internationales.

Conclusion. Un miroir des minorités en Europe

Le cas gagaouze invite à une réflexion plus large sur les minorités en Europe. Il montre que l’intégration des minorités ne relève pas uniquement de dispositifs juridiques ou institutionnels, mais de la capacité de la majorité à produire et faire partager un récit national inclusif, au sens où l’entend Benedict Anderson (1996) lorsqu’il définit la nation comme une « communauté imaginée ». Autrement dit, l’appartenance nationale n’est jamais donnée : elle se construit à travers des récits, des symboles et des pratiques de reconnaissance. En outre, les puissances extérieures jouent un rôle déterminant dans la politisation de ces récits identitaires, en offrant des cadres alternatifs d’interprétation du passé et du présent. En Ukraine, par exemple, la mise en récit concurrente des questions linguistiques minoritaires a contribué à la détérioration des relations avec certains États, Roumanie et Hongrie en tête. Le cas gagaouze illustre également la vulnérabilité spécifique des États candidats à l’Union européenne, où les recompositions identitaires s’opèrent dans un contexte d’incertitude stratégique. Enfin, la reconnaissance institutionnelle, si elle n’est pas accompagnée d’une participation effective à la définition du récit national et aux décisions politiques centrales, demeure insuffisante.

Dans cette perspective, la Gagaouzie apparaît comme un laboratoire des tensions propres aux États en transition, non parce que son autonomie aurait mécaniquement échoué, mais parce qu’elle a cristallisé un ensemble de récits identitaires concurrents. Son autonomie avancée, loin de produire automatiquement de l’intégration, a contribué à figer un conflit identitaire ancien, nourri par une mémoire historiquement construite, par des trajectoires de russification institutionnelle et par la mise en récit d’une relation privilégiée avec une puissance extérieure. Les développements récents — décisions de la Cour constitutionnelle, arrestations de responsables locaux,

instrumentalisation politique par Moscou — montrent que l'autonomie peut devenir un espace de confrontation narrative et symbolique, plutôt qu'un simple outil d'intégration administrative.

Ce cas met également en lumière un phénomène plus général : les minorités ne se définissent pas seulement par leur poids démographique, mais par leur capacité à produire une identité politiquement opératoire, à mobiliser des ressources extérieures et à occuper un espace symbolique central dans les débats nationaux. La Gagaouzie, minorité numériquement modeste mais narrativement et politiquement centrale, illustre pleinement cette dynamique, telle que décrite par les approches constructivistes de l'ethnicité.

La Gagaouzie révèle ainsi les fragilités d'un État en transition, mais aussi les défis européens contemporains : comment concilier diversité, souveraineté et cohésion lorsque les appartenances nationales elles-mêmes sont disputées et concurrencées ? Elle rappelle que les minorités ne sont pas seulement des groupes à protéger, mais des acteurs capables de produire des récits alternatifs et d'infléchir les trajectoires nationales, et que leur intégration dépend autant de la capacité de l'État à stabiliser un imaginaire collectif partagé que de la cohérence du projet politique proposé par la majorité.

Bibliographie

- Agora.md. 2021. « Calendarul independenței : 1993 – anul care ne-a adus leul și a reabilitat foștii comuniști (Calendrier de l'indépendance : 1993 – l'année qui a apporté le leu et réhabilité les anciens communistes) ». <https://agora.md/stiri/91428/calendarul-independentei-1993-anul-care-ne-a-adus-leul-si-a-reabilitat-fostii-comunisti-in-viata-politica-de-la-c-hisinau>.
- Anderson, Benedict. 1996. *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris : La Découverte.
- Andreev, Maxim. 2015. « Ирина Влах : гагаузы в Молдове — не меньшинство (Les Gagaouzes de Moldavie ne sont pas une minorité) ». <https://newsmaker.md/ru/irina-vlah-gagauzy-v-moldove-ne-menshinstvo-20110>.
- Boulanger, Pierre. 2023. « Gagaouzie (Moldavie) ». Aménagement linguistique dans le monde. Université Laval. <https://www.axl.cefanelaval.ca/EtatsNsouverains/gagaouzie.htm>.

- Bourakov, Alexandre. 2023. « Политический кризис в Гагаузии : Илан Шор перегнул палку (Crise politique en Gagaouzie : Ilan Șor est allé trop loin) ». <https://www.dw.com/ru/politiceskij-krizis-v-gagauzii-ila-n-sor-peregнул-palku/a-66649520>.
- Bourakov, Alexandre. 2025. « Политический кризис в Гагаузии : как это отразится на Молдове (Crise politique en Gagaouzie : quelles conséquences pour la Moldavie ?) ». <https://www.dw.com/ru/kollaps-v-lasti-v-gagauzii-kak-eto-otrazitsa-na-moldove/a-74700325>.
- Ciobanu, Vitalie. 2024. « Separatismul găgăuz în slujba intereselor Moscovei (Le séparatisme gagaouze au service des intérêts de Moscou) ». <https://www.dw.com/ro/separatismul-g%C4%83g%C4%83uz-%C3%AE-n-slujba-intereselor-moscovei/a-68212252>.
- Colibășanu, Antonia, et Adina Revol. 2025. « La galaxie pro-Poutine qui veut s'emparer de la Moldavie : une enquête prosopographique ». <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/09/11/poutine-moldavie-enquete/>.
- Expert-Grup. 2014. « „Referendumul“ din Găgăuzia – atac asupra integrității Republicii Moldova (Le “référéndum” en Gagaouzie : une attaque contre l'intégrité de la République de Moldavie) ». <https://expert-grup.org/ro/activitate/item/920-%E2%80%9Ereferendumul%E2%80%9D-din-g%C4%83g%C4%83uzia-atac-asupra-integrit%C4%83%C8%9Bii-republicii-moldova>.
- Gamova, Svetlana. 2025. « Гагаузской автономии фактически больше нет (L'autonomie gagaouze n'existe pratiquement plus) ». <http://mirperem.net/2025/04/gagauzskoj-avtonomii-fakticheski-bolshe-net/>.
- Garcia, Piotr. 2022. « Russian propaganda dominates Moldova's Gagauzia ». <https://iwpr.net/global-voices/russian-propaganda-dominates-moldova-s-gagauzia>.
- Goroshilova, Alexandra. 2024. « Политический кризис в Гагаузии (Crise politique en Gagaouzie) ». <https://www.kommersant.ru/doc/6559878>.
- Ivanenko, Igor. 2024. « Буджак : история и современность (Le Boudjak : histoire et actualité) ». <https://ukraina.ru/20240408/1054374953.html>.
- King, Charles. 2000. *The Moldovans : Romania, Russia, and the Politics of Culture*. Stanford : Hoover Institution Press.
- Lemesh, Dmitry. 2023. « Ситуация в Гагаузии (La situation en Gagaouzie) ». <https://www.gazeta.ru/politics/news/2023/04/17/20232847.shtml>.
- Moldpres. 2024. « Moldovan deputy PM says 49 per cent of exports Gagauz autonomy's companies go to EU ». <https://www.moldpres.md/eng/econ>

- omy/moldovan-deputy-pm-says-49-per-cent-of-exports-gagauz-autonomys-companies-go-to-eu.
- National Bureau of Statistics of the Republic of Moldova. 2017. « Key results of the 2014 Population and Housing Census ». https://statistica.gov.md/en/key-results-of-the-2014-population-and-housing-census-34_2854.html.
- Noi.md. 2023. « Комратская апелляционная палата утвердила мандат Евгении Гуцул (La Cour d'appel de Comrat a validé le mandat d'Evghenia Guțul) ». <https://new.noi.md/ru/politika/komratskaya-apellyacionnaya-palata-utverdila-mandat-evgenii-gucul>.
- Panici, Andrei. 2003. « Romanian Nationalism in the Republic of Moldova ». *The Global Review of Ethnopolitics* 2 (2):37-51.
- Parmentier, Florent. 2022. « Antonomii teritoriale (Autonomies territoriales) ». In *Republica Moldova : 30 de ani în Cuvinte*, édité par Dorina Roșca et Lidia Cotovanu, 59-70. Chișinău : Cartier.
- Parmentier, Florent. 2024. « Du dissensus contraignant au consensus permissif ? Stratégies de légitimation dans le référendum constitutionnel moldave d'octobre 2024 ». *Balkanologie* 19 (2).
- Popușoi, Cristina. 2025. « CEC a respins înregistrarea blocului electoral Victorie (La CEC a rejeté l'enregistrement du bloc électoral Victoire) ». <https://moldova.europalibera.org/a/cec-a-respins-inregistrarea-blocului-electoral-victorie-afiliat-lui-sor-pentru-alegerile-parlamentare/33478571.html>.
- RBC.ru. 2024. « Башкан Гагаузии высказалась за федерализацию Молдавии (La *Bachkan* de Gagaouzie militait pour la fédéralisation de la Moldavie) ». <https://www.rbc.ru/rbcfreenews/6627b1329a79473cbc9f319b>.
- RBC.ru. 2025. « Задержанную главу Гагаузии взяли под стражу на 72 часа (La cheffe de la Gagaouzie a été placée en détention provisoire pour 72 heures) ». <https://www.rbc.ru/rbcfreenews/67e3aa2f9a7947c548180190>.
- РБК (РБК). 2014. « Хронология событий в Гагаузии (Chronologie des événements en Gagaouzie) ». <https://www.rbc.ru/politics/03/02/2014/570416ea9a794761c0ce64f3>.
- РБК (РБК). 2024. « Правовой статус Гагаузии (Le statut juridique de la Gagaouzie) ». <https://www.rbc.ru/base/17/12/2024/676128389a794733fbb02546>.

- Saglam, Nesibe Ayşe, et Yusuf Adiguzel. 2021. « Gagauz identity in the post-soviet period ». *Journal of Economy Culture and Society* 63:279-96.
- Sandu, Cătălin. 2023. « Maia Sandu respinge investirea în guvern a bascaniei din Găgăuzia (Maia Sandu rejette l'entrée au gouvernement de la *bachkan* de Gagaouzie) ». <https://www.capital.ro/maia-sandu-respinge-investire-a-in-guvern-a-bascanei-din-gagauzia.html>.
- Țăranu, Anatol. 2024. « Почему гагаузы не интегрируются в молдавское общество ? (Pourquoi les Gagaouzes ne s'intègrent-ils pas dans la société moldave ?) ». https://www.old.ipn.md/ru/pochemu-gagauzy-ne-integri-ruyutsya-v-moldavskoe-obshchestvo-op-ed-anatola-7978_1104342.html.
- Tarnavskiy Halk Toplusu. 2024. « Demografia Găgăuziei ». <https://tarnavskiy.halktoplusu.md/archives/1198>.
- Tikhonov, Alexandre, et Илья Лакстыгал. 2024. « Российские регионы начинают сотрудничество с Гагаузией (Les régions russes commencent à coopérer avec la Gagaouzie) ». <https://www.vedomosti.ru/politics/articles/2024/03/11/1024497-rossiiskie-regioni-nachinayut-sotrudnichestvo-s-gagauziei>.
- Ungureanu, Sandu. 2025. « Суд подтвердил, что гагаузский канал GRT дезинформировал аудиторию (La justice confirme que la chaîne gagaouze GRT a désinformé son audience) ». <https://nokta.md/sud-podtv-erdil-cto-gagauzskij-kanal-grt-dezinformiroval-auditoriju/>.